



« Pourquoi je démissionne du Ministère des Affaires Étrangères », par Annelie Sheline

## Description

*Lettre d'opinion d'Annelie Sheline, ex-responsable des affaires Étrangères au Bureau des affaires du Proche-Orient au sein du Ministère des Affaires Étrangères États-Unis.*

Par Annelie Sheline, le 27 mars 2024



Annelle Sheline

Depuis lâ??attaque du Hamas le 7 octobre, IsraÃ«l a utilisÃ© des bombes amÃ©ricaines dans sa guerre Ã Gaza, qui a tuÃ© plus de [32 000 personnes](#) â?? dont [13 000 enfants](#) â?? et dâ??innombrables autres ont Ã©tÃ© ensevelies sous les dÃ©combres, selon le ministÃ¨re de la santÃ© de Gaza. Selon le rapporteur spÃ©cial des Nations Unies sur le droit Ã lâ??alimentation, IsraÃ«l est accusÃ©, Ã juste titre, [dâ??affamer les deux millions de personnes restantes](#) ; un groupe de responsables dâ??organisations caritatives avertit que, sans une aide adÃ©quate, des [centaines de milliers dâ??autres personnes](#) rejoindront bientÃ´t les rangs des morts.

Pourtant, IsraÃ«l prÃ©voit toujours dâ??envahir Rafah, oÃ¹ la [majoritÃ© des habitants de Gaza ont fui](#) ; des fonctionnaires de lâ??ONU ont qualifiÃ© le carnage qui devrait sâ??ensuivre de Ã« [dÃ©passant lâ??imagination](#)Ã« . En Cisjordanie, des colons armÃ©s et des soldats israÃ©liens ont tuÃ© des Palestiniens, y compris des [citoyens amÃ©ricains](#). Ces actions, qui, selon les experts en gÃ©nocide, [relÃ©vent du crime de gÃ©nocide](#), sont menÃ©es avec le soutien diplomatique et militaire du gouvernement amÃ©ricain.

Lâ??annÃ©e derniÃ¨re, jâ??ai travaillÃ© pour le bureau chargÃ© de promouvoir les droits de lâ??homme au Moyen-Orient. Je crois fermement Ã la mission et au travail important de ce bureau. Cependant, en tant que reprÃ©sentant dâ??un gouvernement qui permet directement lâ??avÃªnement de ce que la Cour internationale de justice a dÃ©clarÃ© Ãªtre un [risque plausible de gÃ©nocide Ã Gaza](#), ce travail est devenu presque impossible. Incapable de servir une administration qui permet de telles atrocitÃ©s, jâ??ai dÃ©cidÃ© de dÃ©missionner de mon poste au MinistÃ¨re des Affaires ÃtrangÃ¨res.

La crÃ©dibilitÃ© dont jouissaient les Ãtats-Unis en tant que dÃ©fenseurs des droits de lâ??homme a [presque entiÃ¨rement disparue](#) depuis le dÃ©but de la guerre. Les membres de la sociÃ©tÃ© civile ont refusÃ© de rÃ©pondre Ã mes efforts pour les contacter. Notre bureau cherche Ã soutenir les journalistes au Moyen-Orient ; pourtant, lorsque des ONG mâ??ont demandÃ© si les Ãtats-Unis pouvaient apporter leur aide lorsque des journalistes palestiniens sont dÃ©tenus ou tuÃ©s Ã Gaza, jâ??ai Ã©tÃ© dÃ©Ã§u que mon gouvernement ne fasse pas plus dâ??efforts pour les protÃ©ger. Selon le ComitÃ© pour la protection des journalistes, [90 journalistes palestiniens ont Ã©tÃ© tuÃ©s Ã Gaza](#) au cours des cinq derniers mois. Câ??est le nombre [le plus Ã©levÃ© enregistrÃ©](#) au cours dâ??un seul conflit depuis que le CPJ a commencÃ© Ã collecter des donnÃ©es en 1992.

En dÃ©missionnant publiquement, je suis attristÃ© de savoir que je me prive probablement dâ??un avenir au MinistÃ¨re des Affaires ÃtrangÃ¨res. Au dÃ©part, je nâ??avais pas prÃ©vu de dÃ©missionner publiquement. En raison de la briÃ¨vetÃ© de mon sÃ©jour au dÃ©partement dâ??Ãtat â?? jâ??ai Ã©tÃ© engagÃ©e pour un contrat de deux ans â?? je ne pensais pas Ãªtre suffisamment importante pour annoncer publiquement ma dÃ©mission. Cependant, lorsque jâ??ai commencÃ© Ã informer mes collÃ¨gues de ma dÃ©cision de dÃ©missionner, la rÃ©ponse que jâ??ai entendue Ã plusieurs reprises a Ã©tÃ© : Ã« Parle pour nous Ã«.

Dans lâ??ensemble du gouvernement fÃ©dÃ©ral, des employÃ©s comme moi ont essayÃ© pendant des mois dâ??influencer la politique, Ã la fois en interne et, [en cas dâ??Ã©chec, publiquement](#). Mes collÃ¨gues et moi-mÃªme avons assistÃ© avec horreur Ã la [livraison par cette administration de milliers de munitions guidÃ©es avec prÃ©cision, de bombes, dâ??armes lÃ©gÃ¨res et dâ??autres aides mortelles Ã IsraÃ«l](#), et nous en avons autorisÃ© des milliers dâ??autres, en [contournant mÃªme](#)

---

[le Congrès pour ce faire](#). Nous sommes consternés par le mépris flagrant de l'administration pour les lois américaines qui [interdisent aux États-Unis de fournir une assistance aux armées étrangères qui se livrent à des violations flagrantes des droits de l'homme](#) ou qui [restreignent l'acheminement de l'aide humanitaire](#).

La [politique de l'administration](#) Biden stipule que « la légitimité et le soutien public des transferts d'armes parmi la population des États-Unis et les pays bénéficiaires, dépendent de la protection des civils, et les États-Unis se distinguent des autres sources potentielles de transferts d'armes en accordant une grande importance à la protection des civils ». Pourtant, cette noble déclaration est en contradiction directe avec les actions du président qui a promulgué.

Le président Joe Biden lui-même admet indirectement qu'Israël [ne protège pas les civils](#) palestiniens. Sous la pression de certains démocrates du Congrès, l'administration a publié une [nouvelle règle](#) visant à garantir que les transferts militaires à l'étranger ne violent pas les lois nationales et internationales pertinentes.

Pourtant, tout récemment, le Ministre des Affaires étrangères a affirmé qu'Israël [respectait](#) le droit international dans la conduite de la guerre et dans la fourniture de l'aide humanitaire. Dire cela alors qu'Israël [empêche l'entrée adéquate de l'aide humanitaire](#) et que les États-Unis sont contraints de [larguer de la nourriture par avion](#) aux Gazaouis affamés, c'est se moquer des prétentions de l'administration à se préoccuper de la loi ou du sort des Palestiniens innocents.

[Certains ont affirmé](#) que les États-Unis manquaient d'influence sur Israël. Pourtant, le général de division israélien à la retraite Yitzhak Brick [a fait remarquer](#) en novembre que les missiles, les bombes et les avions d'Israël provenaient tous des États-Unis. « Dans qu'ils ferment le robinet, on ne peut plus continuer à se battre », a-t-il déclaré. « Tout le monde comprend que nous ne pouvons pas mener cette guerre sans les États-Unis. Un point c'est tout ».

Aujourd'hui encore, Israël [envisage d'envahir le Liban](#), ce qui accroît le risque d'un conflit régional qui [serait catastrophique](#). Les États-Unis ont cherché à empêcher cette issue, mais ils ne sont pas disposés à couper le transfert d'armes offensives d'Israël pour obliger à une plus grande retenue au Liban ou à Gaza. Le soutien de M. Biden au gouvernement israélien d'extrême droite risque donc de déclencher une conflagration plus large dans la région, qui pourrait bien mettre les troupes américaines en danger.

Beaucoup de mes collègues se sentent trahis. J'ai crié en mon nom personnel, mais je parle au nom de beaucoup d'autres, y compris *Feds United for Peace*, un groupe qui se mobilise pour un cessez-le-feu permanent à Gaza et qui représente les travailleurs fédéraux à titre personnel dans tout le pays, et dans 30 agences et départements fédéraux. Après quatre années d'efforts du président Donald Trump pour [paralyser le département](#), les employés de l'État ont adhéré à la [promesse de M. Biden](#) de reconstruire la diplomatie américaine. Pour certains, le soutien des États-Unis à l'Ukraine contre l'occupation illégale et les bombardements de la Russie a semblé établir le *leadership* moral de l'Amérique. Pourtant, l'administration continue de permettre l'occupation illégale et la destruction de Gaza par Israël.

---

Je suis hanté par le dernier [message publié sur les réseaux sociaux](#) par [Aaron Bushnell](#), le militaire de l'armée de l'air américaine âgé de 25 ans qui s'est immolé devant l'ambassade d'Israël à Washington le 25 février : « Beaucoup d'entre nous aiment se demander : « Que ferais-je si j'étais encore en vie pendant l'esclavage ? Ou du temps de Jim Crow dans le Sud ? Ou de l'apartheid ? Que ferais-je si mon pays commettait un génocide ? » La réponse est que vous êtes en train de le faire. En ce moment même ».

Je ne peux plus continuer ce que je faisais. J'espère que ma démission pourra contribuer aux nombreux efforts visant à pousser l'administration à retirer son soutien à la guerre d'Israël, dans l'intérêt des deux millions de Palestiniens dont la vie est menacée et dans l'intérêt de la position morale de l'Amérique dans le monde.

*Annelle Sheline, PhD, a travaillé pendant un an en tant que responsable des affaires étrangères au Bureau des affaires du Proche-Orient au sein du Bureau de la démocratie, des droits de l'homme et du travail du Ministère des Affaires étrangères États-Unis.*

Source : [CNN](#)

Traduction ED pour l'Agence Média Palestine

**date créée**  
2024/03/28